

# Au Sénat, l'UMP remporte une victoire paradoxale

Le parti de droite gagne une quinzaine de sièges mais n'aura de majorité absolue qu'avec le soutien du centre



Dans la salle des conférences du Palais du Luxembourg, dimanche en début d'après-midi, les services du Sénat collectent les premiers résultats. CYRIL BITTON/FRENCH POLITICS POUR « LE MONDE »

Comme prévu : après trois années de majorité à gauche, le Sénat a basculé à droite au terme des élections organisées dimanche 28 septembre. « C'est mécanique », « une conséquence logique », commentaient les élus de tous bords le soir même. Les sénateurs étant élus par un corps de grands électeurs composé à 95 % de conseillers municipaux, il était attendu que les résultats s'inscrivent dans la suite des municipales de mars.

Dans cette assemblée où la gauche détenait une majorité de 6 voix, les pronostics oscillaient entre une avance de 5 voix pour la droite – pour les socialistes les plus optimistes – et jusqu'à 30 voix pour les plus ambitieux à l'UMP. Avec une majorité de centre droit de 13 voix d'avance, la droite réussit son pari, mais la gauche résiste au final un peu mieux que lors des deux dernières déroutés électoraux, celles des municipales et des européennes. Ses responsables

## Ils entrent au Palais du Luxembourg ou en sortent

L'arrivée la plus marquante dans le nouveau Sénat est celle de François Baroin. A 49 ans, l'ex-ministre de Jacques Chirac et de Nicolas Sarkozy, élu député pour la première fois en 1993, a été élu dès le premier tour, le 28 septembre. En parallèle, le maire UMP de Troyes briguera en novembre la présidence de l'influente Association des maires de France. Son élection au Sénat provoquera une législative partielle dans l'Aube, comme celle de l'autre député élu sénateur, l'UMP Alain Marc, dans l'Aveyron. Dix anciens députés se replient au Sénat : Jérôme Bignon, Michel Bouvard, Jean-Pierre Grand, Jacques Gasperrin, Pas-

cal Grun, Alain Joyandet, Claude Malhuret, Michel Raison à droite, et Jean-Claude Boulard et Marie-Françoise Pérol-Dumont côté PS. Deux anciens ministres du gouvernement Ayrault manquent leur réélection : Thierry Repentin (PS) et Anne-Marie Escoffier (PRG). Trois échecs symboliques, enfin : Jean-Michel Baylet, le président du Parti radical de gauche, battu dans le Tarn-et-Garonne ; Jean-Pierre Michel, le rapporteur au Sénat de la loi sur mariage pour tous, en Haute-Saône ; et le conseiller à l'Elysée et successeur de François Hollande à la mairie de Tulle, Bernard Combes, battu en Corrèze.

n'ont pas manqué de le souligner. « Ce n'est pas la vague bleue qu'on avait annoncée, la gauche résiste. On pensait que la défaite serait plus franche, plus large », n'a pas manqué de se féliciter le premier secrétaire du Parti socialiste, Jean-Christophe Cambadélis, venu au Sénat pour l'occasion. « On s'attendait à ce que le PS disparaisse de la carte à Marseille. Or ce n'est pas le cas », a-t-il précisé.

Dans les Bouches-du-Rhône, la réélection de Samia Ghali était en effet loin d'être acquise, et la candidate malheureuse à la mairie de Marseille assurait même à un responsable PS qu'elle était « battue » à quelques minutes du résultat définitif. Mais sa réélection ne masque pas les 24 défaites socialistes ni le fait que la majorité des 8 victoires du PS sont dues au changement de mode de scrutin dans certains départements.

Pourtant, d'après M. Cambadélis, « la gauche aurait encore mieux résisté si elle avait été unie »,

et pour le secrétaire d'Etat aux relations avec le Parlement, Jean-Marie Le Guen, « s'il n'y avait pas eu de divisions à gauche, on se poserait la question de savoir si le Sénat bascule ou non ».

« Le PS ne s'est souvenu de notre rôle qu'aujourd'hui », a plaidé de

## La gauche résiste un peu mieux que lors des deux déroutés qu'elle a subies aux municipales et aux européennes

son côté Emmanuelle Cosse, secrétaire nationale d'Europe Ecologie-Les Verts. « Si le PS et les communistes avaient voulu passer des accords, nous aurions pu sauver des postes. C'est comme ça que nous avons gagné en 2011. »

Si aucun écologiste n'était concerné par le renouvellement cette année, les communistes, eux, déplorent la perte de 3 des 5 sièges qui étaient remis en jeu. Chez les radicaux de gauche, le bilan est encore plus douloureux. Avec des défaites symboliques comme celle du président du parti, Jean-Michel Baylet, dans le Tarn-et-Garonne, les membres du groupe RDSE voient leur effectif passer de 19 à 12 sénateurs.

Peu de surprises en revanche à l'UMP, où les sénateurs reviennent avec 15 sièges de plus qu'au départ et vont pouvoir former, avec les centristes de l'UDI, une majorité de centre-droit de 13 voix d'avance. « Sans [l'UDI], l'UMP n'aura pas de majorité absolue au Sénat », a d'ailleurs rapidement souligné le président du groupe UDI à l'Assemblée, Philippe Vigier, dans un communiqué. Le centre

confirme ainsi son avancée conquise aux dernières élections en remportant 10 nouveaux sièges de sénateur. Pour Christophe Borgel, député socialiste de la Haute-Garonne et secrétaire national du PS aux élections, « c'est le grand vainqueur de cette élection ».

Mais ce que consacrent surtout ces résultats, d'après la sénatrice socialiste de Paris Marie-Noëlle Liemann, c'est « l'émiettement du paysage politique ». Des dissidents ont remporté des victoires inattendues, comme, à droite, Jean-Baptiste Lemoine dans l'Yonne, qui est parvenu à se faire élire en devançant de 55 voix l'UMP sortant et ancien ministre Henri de Raincourt, malgré tout réélu.

A gauche, le marseillais Jean-Noël Guérini, exclu du PS après ses mises en examen, a surpris en étant non seulement réélu, mais avec deux colistiers en sus. Dans le Var et les Bouches-du-Rhône, l'élection des deux sénateurs FN était loin d'être acquises, et leur entrée au Sénat témoigne d'une « porosité » entre la droite et l'extrême droite, selon M. Le Guen.

Avant tout symboliques, les élections de Stéphane Ravier et de David Rachline ne changeront rien dans les faits : à eux deux, ils ne pourront ni former un groupe ni infléchir les textes. Dès dimanche soir, le PS semblait d'ailleurs considérer ce fait comme négligeable, à l'instar de M. Cambadélis, jugeant que « cela n'a rien d'historique [et que] c'est mécanique après les résultats des municipales ». « Ils continuent de stabiliser leur implantation », commentait pour sa part Christophe Borgel. Seul Jean-Pierre Sueur, président PS de la commission des lois et sénateur du Loiret, voulait « hurler, dire que ce n'est pas normal : je ne banalise pas l'entrée du FN, je la refuse. »

Désormais réalité, le basculement à droite du Sénat ne bouleversera pas la situation politique actuelle. Jusqu'alors, la gauche y disposait certes d'une courte majorité de 6 voix, mais les désaccords entre le Parti socialiste et les communistes, les écologistes et parfois les radicaux de gauche ont empêché l'adoption de textes fondamentaux, notamment budgétaires, depuis que la gauche est au pouvoir.

« L'alternance au Sénat, c'est une occasion manquée, une déception », regrettait François Patriat, avant sa réélection comme sénateur PS de la Côte-d'Or. « Le gouver-

nement n'a pas aidé pour trouver des majorités de circonstance. »

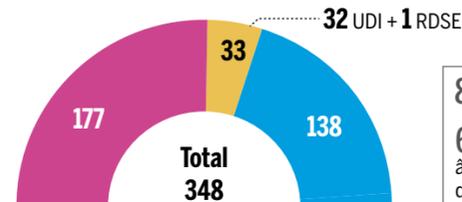
Mais il y eut aussi des dizaines de lois, de moindre importance, adoptées depuis 2012 avec l'accord du Sénat, et le changement de majorité va au moins ralentir les processus d'adoption des textes. Si les responsables PS attendent de voir à qui reviendra la présidence du Sénat pour juger du type d'opposition à laquelle ils auront affaire, une chose est sûre : les textes sur la réforme territoriale, attendus pour bientôt et qui ont occupé les campagnes de tous les candidats, seront les premières victimes. ■

HÉLÈNE BEKMEZIAN

## La droite reconquiert la majorité

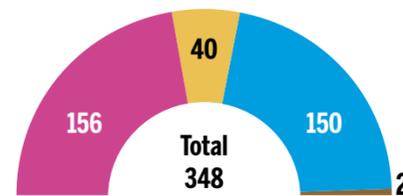
■ Gauche ■ Centre droit ■ Droite ■ Extrême droite

LE SÉNAT AVANT LE DIMANCHE 28 SEPTEMBRE 2014  
348 SIÈGES, DONT 179 À RENOUELER



80 femmes  
62 ans  
âge moyen  
du Sénat

LE SÉNAT APRÈS LE DIMANCHE 28 SEPTEMBRE 2014  
348 SIÈGES, DONT 190 À DROITE



87 femmes  
61 ans  
âge moyen  
du Sénat

SOURCES : MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR ; SÉNAT